

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 Bourges

Bourges, le 23/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL MERCIER LEROY ET FILS**

9 bis route de Savigny  
18390 Moulins-sur-Yèvre

Références : Visite ICPE du 11/04/2024  
Code AIOT : 0010004797

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement SARL MERCIER LEROY ET FILS implanté 9 B RTE DE SAVIGNY 18390 MOULINS-SUR-YEVRE. L'inspection a été annoncée le 03/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL MERCIER LEROY ET FILS
- 9 B RTE DE SAVIGNY 18390 MOULINS-SUR-YEVRE
- Code AIOT : 0010004797
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société MERCIER LEROY ET FILS a pour principale activité la récupération et le stockage de déchets métalliques, sur son site implanté sur le territoire de la commune de Moulins-sur-Yèvre. Ces installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées et sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°2004.1.125 du 19 février 2004 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2013.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Trafic D3E
- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                              | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1  | Modalités de stockage des ferrailles | Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.3.     | Mise en demeure, respect de prescription   | 90 jours              |
| 4  | Exploitation                         | Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.3.4.2.   | Demande de justificatif à l'exploitant   | 60 jours              |
| 6  | Les eaux pluviales                   | Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.2.3    | Demande de justificatif à l'exploitant   | 60 jours              |
| 7  | Isolement du site                    | Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.3.2    | Mise en demeure, respect de prescription   | 90 jours              |
| 8  | Programme de surveillance            | Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.6.3.2  | Demande d'action corrective  | 60 jours              |
| 9  | Valeurs limites de rejet             | Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.6.3.1. | Demande d'action corrective  | 60 jours              |
| 10 | Installations électriques            | Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.5.2.3.   | Mise en demeure, respect de prescription   | 90 jours              |
| 12 | Ressources en eau                    | Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.5.7.1.2  | Mise en demeure, respect de prescription   | 90 jours              |
| 13 | Restrictions                         | Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.4.2.   | Demande d'action corrective  | 60 jours              |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                | Référence réglementaire                                  | Autre information |
|----|----------------------------------|--|-------------------|
| 2  | Gestion des déchets réceptionnés | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-I           | Sans objet        |
| 3  | Gestion des déchets réceptionnés | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II          | Sans objet        |
| 5  | Valorisation des déchets         | Code de l'environnement du 11/04/2024, article D.543-284 | Sans objet        |
| 11 | Définition des                   | Arrêté Préfectoral du 19/02/2004,                        | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                            | Autre information |
|----|----------------------------|--|-------------------|
|    | moyens                     | article 3.5.7.1.1.                                 |                   |
| 14 | Moyens de défense incendie | Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.5.1. | Sans objet        |
| 15 | Type de déchets acceptés   | Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.1.   | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous:

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modalités de stockage des ferrailles

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.3.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]<br>Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.<br>[...]<br>  |
| <b>Constats :</b><br><br>Constat effectué lors de l'inspection du 6 mai 2021:<br>Des ferrailles sont entreposées sur le sol non imperméabilisé.<br><br>Lors de l'inspection du 11 avril 2024, l'inspecteur a constaté la présence sur la même aire de stockage de métaux stockés sur le sol naturel. Cette aire est située sur la parcelle 64 (zone en limite contiguë avec la parcelle 66) .<br>Le constat réalisé lors de l'inspection du 6 mai 2021 est maintenu.<br><br><b>Constat:</b> la surface d'une zone de stockage de métaux n'est pas en mesure de pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |

|   |
|---|
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription |
| <b>Proposition de délais :</b> 90 jours                                 |

## N° 2 : Gestion des déchets réceptionnés

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Radioactivité  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p> [...]   |
| <b>Constats :</b><br><br>Constat réalisé lors de l'inspection du 6 mai 2021:<br>Absence de système de détection de la radioactivité.<br>L'exploitant par courrier du 30 juin 2021 avait transmis la facture d'acquisition de deux radiamètres, l'écart à la prescription avait été levé.<br><br>Lors de l'inspection du 11 avril 2024, il a été constaté la présence effective des deux appareils.<br>L'inspection recommande à l'exploitant de s'assurer des contrôles à effectuer sur ces dispositifs afin de s'assurer de la validité des mesures effectuées.<br><br><b>Pas d'écart constaté.</b> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>/  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

## N° 3 : Gestion des déchets réceptionnés

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information préalable   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>II. Procédure d'information préalable <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la</p> |

|   |
|---|
| <p>réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :<br/>[...]<br/>- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;<br/>[...]</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Constat réalisé lors de l'inspection du 6 mai 2021:<br/>Absence de code déchet et/ou plusieurs codes déchets, incohérence entre code déchet et désignation du déchet.<br/>Ce constat avait été réalisé sur des fiches d'information préalable.<br/>L'exploitant avait répondu par courrier du 30 juin 2021, le constat d'écart avait été levé.</p> <p>Lors de l'inspection du 11 mai 2024, l'inspecteur a consulté par sondage, la fiche d'information préalable des établissements suivants :<br/>- CTSP centre : le code déchet est relatif à des batteries au plomb (code 16 06 01*);<br/>- SECO Tools : le code déchet est relatif à du fer et de l'acier (code déchet 17 04 05).</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>/</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 4 : Exploitation

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.3.4.2.</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des déchets</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, est assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>[...]</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Constat réalisé lors de l'inspection du 6 mai 2021:<br/>L'exploitant ne dispose pas des actes administratifs des installations où sont évacués ses déchets.</p> <p>Dans le cadre du suivi des suites d'inspection l'exploitant avait transmis les actes administratifs des établissements destinataires des déchets.<br/>A l'issue du courrier de l'exploitant, du 22 septembre 2021, deux actes restaient à fournir.</p> |

L'exploitant, lors de l'inspection du 11 avril 2024, a fourni l'acte administratif (APC n°2015044-0030 du 13 février 2015 du préfet de l'Isère) autorisant la société SAS Verger à Soleymieu d'exercer notamment, une activité de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux.

L'exploitant a également fourni le récépissé de déclaration d'une activité de négoce et courtage de déchets non dangereux.

L'article R541-54-1 du Code de l'environnement dispose que:

- pour une activité de négoce, le négociant est détenteur des déchets;
- pour une activité de courtage, le tiers pour le compte duquel la valorisation ou l'élimination est organisée reste détenteur des déchets.

L'exploitant a fourni le récépissé de déclaration pour une activité de courtage et de négoce de déchets de l'établissement Metosfer. Il n'a pu être précisé si les déchets pris en compte par cette société s'effectuent dans le cadre d'un négoce ou d'un courtage. Dans le cas d'un courtage, la société Mercier reste détentrice de ses déchets jusqu'à leur destination finale, elle doit pouvoir justifier des actes administratifs des installations finales où sont traités les déchets confiés à la société Metosfer.

L'inspection note que le récépissé de la société Metosfer est daté du 1er février 2019 et que sa durée de validité est de 5 ans. Ce récépissé n'est plus valable.

**Constat: l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un récépissé de déclaration valide de la société Metosfer, précisant le type d'activité réalisé pour son compte par cette société (Metosfer), (négoce ou courtage). Dans le cas d'un courtage, il conviendra de transmettre à l'inspection les actes administratifs des établissements destinataires des déchets.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 60 jours

#### N° 5 : Valorisation des déchets

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 11/04/2024, article D.543-284

**Thème(s) :** Risques chroniques, Attestations

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.

Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année,

|   |
|---|
| <p>avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Constat réalisé lors de l'inspection du 6 mai 2021:<br/>Absence des attestations de valorisation délivrées par les installations où sont valorisés les déchets de la société MERCIER LEROY.</p> <p>Lors de l'inspection du 11 avril 2024, il a été demandé par sondage, les attestations de valorisation de déchets suivants:<br/>attestation AT2023-250-E3 a découper:<br/>Société RDVL à Cosne-Cours-sur-Loire (58200) déchet de métal (E3) collecté :109 tonnes, transféré 109 tonnes;<br/>attestation AT2023-42638-carter :<br/>Société BARBAT recyclage à Blois (41005) déchet de métal (carter) collecté : 8 tonnes; transféré 8 tonnes;<br/>attestation AT2023-42638-cuivre mêlé:<br/>Société BARBAT recyclage à Blois (41005) déchet de métal (cuivre) collectés: 16 tonnes; transférés: 16 tonnes.<br/>L'écart constaté lors de l'inspection du 6 mai 2021 est levé.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>/</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 6 : Les eaux pluviales

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.2.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont composées des eaux de ruissellement des toitures, des voies de circulation et des aires de stockage. Les eaux pluviales sont traitées par un déboureur déshuileur à obturation automatique puis sont rejetées dans le réseau communal des eaux pluviales.</p> |
| <b>Constats :</b>  |



|   |
|---|
| <p>L'inspecteur a constaté la présence des avaloirs sur la plateforme (parcelle 64); l'exploitant a indiqué que ceux-ci sont dirigés vers le débourbeur déshuileur dont la présence a été constatée. L'exploitant a également précisé que l'exutoire était le réseau communal.</p> <p>L'exploitant a produit à l'inspection un document technique qui montre que le débourbeur est équipé d'un dispositif mécanique (constaté sur le site par l'inspecteur) qui informe de la quantité de matières filtrées, afin d'aider à déterminer si un entretien est à effectuer (curage notamment). La capacité d'obturation automatique du débourbeur n'a pas été précisée.</p> <p>L'exploitant précisera les caractéristiques techniques du débourbeur en justifiant de sa capacité d'obturation automatique en cas de pollution.</p> <p><b>Constat: il n'a pas été justifié de la capacité d'obturation automatique du débourbeur déshuileur.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>  |

#### N° 7 : Isolement du site

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.3.2</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateur ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspecteur a constaté la présence du débourbeur (voir constat précédent).</p> <p>L'exploitant a présenté ce qu'il considère être le dispositif d'obturation, qui n'est accessible qu'après ouverture du tampon en béton du débourbeur à l'aide d'un engin de manutention. Ce dispositif ne semble consister qu'en un système d'indication de l'état de remplissage du débourbeur (voir constat précédent) et n'est pas un dispositif d'obturation manuel.</p> <p>Il n'a pas pu être justifié que l'établissement est équipé d'un obturateur ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site.</p> <p><b>Constat:l'installation n'est pas équipée d'un obturateur ou de dispositifs d'efficacité équivalente, de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de ré-</p>   |

pondre au constat formulé. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 90 jours

**N° 8 : Programme de surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.6.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise, dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans, un contrôle du point de rejet de l'établissement. Les paramètres à analyser sont les suivants :

- pH;
- MES;
- Hydrocarbures totaux.
- [...]

**Article 20 de l'arrêté du 6 juin 2018**

(Mesures périodiques)

Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.

**Constats :**

L'exploitant a fourni les rapports (réalisés par le laboratoire départemental d'analyse de la Nièvre) des résultats d'analyse des rejets eaux pluviales du site:

- de décembre 2018 et d'avril 2021.

La périodicité de 5 ans est respectée.

L'inspection note que suite au courrier préfectoral du 29 octobre 2018, l'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif à la rubrique 2713-1 au régime de l'enregistrement (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, la surface étant supérieure ou égale à 1 000 m<sup>2</sup>), et à l'article 20 de cet arrêté.

L'analyse des différents polluants visés aux articles 17 et 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 doit être effectuée au moins tous les ans.

La prescription la plus contraignante entre les dispositions de l'arrêté préfectoral et de l'arrêté ministériel devant être respectée, la périodicité du contrôle des rejets eaux pluviales doit être annuelle.

**Constat : article 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018: Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 n'est pas effectuée**

|   |
|---|
| <b>au moins tous les ans.</b>   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 60 jours   |

**N° 9 : Valeurs limites de rejet**

|   |          |
|---|----------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.6.3.1.   |          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau   |          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance où d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies:<br>- Hydrocarbures totaux: 5mg/l<br>- MES:35 mg/l<br><br><b>Article 17 de l'arrêté du 6 juin 2018</b><br>(VLE pour rejet dans le milieu naturel)<br><br>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. |          |
| 1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)   | /        |
| Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)   | /        |
| flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j   | 100 mg/l |
| flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j   | 35 mg/l  |
| DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)   | /        |
| flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j   | 300 mg/l |
| flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j   | 125 mg/l |
| 2 - Substances spécifiques du secteur d'activité  |          |

(uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)  
(voir le tableau complet des paramètres listés à ce paragraphe non reproduit dans ce document).

**Constats :**

L'exploitant a produit le dernier rapport de contrôle des rejets aqueux de l'installation: Rapport d'analyse effectué sur le prélèvement du 12 avril 2021, par le laboratoire Terana Nièvre. Ce rapport fait état d'un dépassement des valeurs limites de rejet pour les paramètres MES: 40 mg/l (VLE: 35 mg/l).

Les paramètres à analyser, prescrits par l'arrêté d'autorisation du 19 février 2004 sont effectués. L'inspection note que suite au courrier préfectoral du 29 octobre 2018, l'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif à la rubrique 2713-1 au régime de l'enregistrement (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, la surface étant supérieure ou égale à 1 000 m<sup>2</sup>), et aux articles 17, 18 et 20 de cet arrêté.

La prescription la plus contraignante entre les dispositions de l'arrêté préfectoral et de l'arrêté ministériel devant être respectée, les différents polluants visés aux articles 17 et 18 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 doivent être analysés en plus de ceux prescrits par l'arrêté préfectoral, les valeurs limites d'émission à prendre en compte sont également celles les plus restrictives.

L'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, prévoit que l'analyse de certaines substances spécifiques du secteur d'activité n'est à effectuer que dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence.

L'analyse du paramètre DCO n'a pas été effectuée.

Les métaux présents sur le site étant susceptibles d'être émis par l'installation, n'ont pas fait l'objet de mesures périodiques.

**Constat: les valeurs limites en concentration des paramètres MES sont supérieures aux VLE autorisées (40 mg/l mesuré, VLE: 35mg/l). La DCO et les métaux présents sur le site n'ont pas fait l'objet de mesures dans les rejets aqueux.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 60 jours

**N° 10 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.5.2.3.

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque

**Prescription contrôlée :**

|   |
|---|
| <p>[...]</p> <p>Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défaut relevé dans les délais les plus brefs.</p> <p>[...]</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>[...]</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des installations électriques.</p> <p>Ce contrôle a été réalisé le 01 février 2024 par la société DEKRA, il fait état de 8 défauts dont 6 récurrents.</p> <p>L'exploitant a produit une facture de la société AEE rénovation datée du 18 mars 2024. Cette facture d'intervention est réalisée afin de remédier aux défauts constatés lors du contrôle du 01 février 2024 de la société DEKRA.</p> <p>Seuls deux défauts ne sont pas pris en charge (protection différentielle défectueuse) car ils nécessitent aux dires de l'exploitant, une intervention du gestionnaire du réseau électrique. Au jour de l'inspection du 11 avril 2024 il n'est pas fixé de date d'intervention.</p> <p><b>Constat: le matériel électrique n'est pas en bon état (protection différentielle défectueuse).</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 90 jours</p>  |

#### N° 11 : Définition des moyens

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.5.7.1.1.</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs, de RIA ou de moyens d'extinction équivalents adaptés au risque [...]</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état,</p> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'entretien des moyens de défense incendie a été réalisé le 26 mai 2023 par la société Chubb.</p>  |

|   |
|---|
| (changement de 2 extincteurs).<br>La précédente intervention a été réalisée le 16 mai 2022.<br>Cette intervention a été consignée dans le registre de sécurité.<br><br><b>Pas d'écart constaté.</b> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>/   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 12 : Ressources en eau

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.5.7.1.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant dispose des ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude des dangers. En conséquence, l'établissement doit disposer en permanence d'un poteau incendie conforme à la norme NFS 62-213, piqué sur une canalisation débitant 120 m3/heure et situé à 200 mètres au maximum des stockages de produits combustibles.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a montré à l'inspecteur la localisation du PI situé dans le bourg.<br>Une mesure de la distance de ce PI par rapport à l'installation, (réalisée sur le site géoportail), indique qu'il est situé à moins de 200 mètres du site, en suivant les voies de circulation de la commune.<br>L'exploitant a transmis à l'inspection le courrier électronique du maire de la commune de Moulins-sur-Yèvre, qui déclare que le poteau incendie est conforme et a été contrôlé le 6 avril 2024 .<br>Il indique que : " <i>le débit de la borne incendie située dans le bourg face au logement N°3 Route de St Solange. Pression statique ( en bars) 3,1, Débit à 1 bar ( en m3/h) 76.6, Débit maxi (ouverture maxi en m3/h) 103.2</i> "<br>Il précise que la réserve incendie dans le bourg est opérationnelle et d'une contenance de 60 m3.<br><br>Il n'a pas été précisé si un autre poteau incendie permettait de compléter les besoins en eau d'incendie.<br><br><b>Constat: l'installation ne dispose pas pour sa défense incendie, d'un poteau incendie permettant de délivrer un débit de 120 m3 par heure.</b> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Encas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.  |

|   |
|---|
|   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription |
| <b>Proposition de délais :</b> 90 jours                                 |

#### N° 13 : Restrictions

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.4.2.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limites d'activités   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La surface de la parcelle cadastrale 45 est utilisée uniquement pour le stationnement des véhicules routiers.</p> <p>Dans les deux hangars de l'entreprise exploitée par M. Mercier et situés sur les parcelles 65 et 66, le stockage de produits dangereux, combustibles ou inflammables ainsi que le démontage mécanisé des pièces métalliques sont interdits.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Au jour de l'inspection du 11 avril 2024, il n'a pas été constaté la présence de stockage de produits dangereux combustibles ou inflammables dans les bâtiments situés sur les parcelles 65 et 66. Il n'a pas été constaté dans ces bâtiments d'activité de démontage mécanisé de pièces métalliques.</p> <p>Sur la parcelle 45 qui est située de l'autre côté de la chaussée en face de l'établissement, l'inspecteur a constaté la présence de containers de tailles différentes (divers containers de capacité d'environ 1 m3 et une benne d'au moins 30 m3). Ces containers étaient au jour de l'inspection entreposés vides sur la parcelle 45.</p> <p><b>Constat: la parcelle 45 n'est pas utilisée uniquement pour le stationnement des véhicules routiers.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Encas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 60 jours  |

#### N° 14 : Moyens de défense incendie

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.5.1. |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens à disposition                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |

|   |
|---|
| <p>[...]</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comportent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 extincteurs mobiles de type normalisé à poudre polyvalente, répartis sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. [...]</li> <li>- 1 extincteur sur roue de 50kg de poudre,</li> <li>- un bac de 200 l contenant du sable ou un agent fixant, avec une pelle et un couvercle.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>L'exploitant maintient des surfaces disponibles suffisantes à proximité des entreposages de déchets en vrac, de façon à pouvoir étaler les déchets sur une hauteur maximale de 20 cm. Il dispose d'au moins un moyen opérationnel pour l'étalement des déchets et leur manutention.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Au jour de l'inspection du 11 avril 2024, l'inspecteur a constaté la présence des moyens de défense incendie suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 6 extincteurs répartis sur le site dont 1 extincteur par bâtiment des parcelles 65 et 66 (2 répartis dans chaque local d'activité, et 1 dans le local administratif) et 1 extincteur sur roues de 50 kg;</li> <li>- Un bac de sable avec pelle et couvercle.</li> <li>- Une surface centrale est libre pour permettre l'étalement des déchets, un engin de manutention équipé d'une pince est présent sur le site.</li> </ul> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>/</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 15 : Type de déchets acceptés**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.1.</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, AN 2024 DEEE</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets admissibles sur le site sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- métaux sous forme sèche et propre avec notamment du bronze, cuivre, laiton, aluminium, inox, plomb, zinc, étain, antimoine, nickel ainsi que la ferraille neuve et de réemploi,</li> <li>- batteries au plomb,</li> <li>- câbles et des fils électriques,</li> <li>- pièces métalliques pouvant être légèrement enduites d'huile,</li> <li>- copeaux d'usinage.</li> </ul> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p>  |



Au jour de l'inspection du 11 avril 2024, l'inspecteur n'a pas constaté la présence de déchets ne correspondant pas à la liste des déchets autorisés à être acceptés sur le site.

Absence notamment de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) pouvant relever de la rubrique n° 2711 de la nomenclature installations classées pour la protection de l'environnement.

**Pas d'écart constaté.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

/

**Type de suites proposées :** Sans suite